

PREFECTURE
Direction de l'action territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable

Toulon, le 4 JUIN 2013

ARRETE portant mise en œuvre de constitution des garanties financières liées à l'exploitation des installations de traitement de déchets dangereux par la société PRESTOSID dans l'enceinte portuaire de Brégaillon à LA SEYNE SUR MER

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, fixant les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées,

Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 21 novembre 2012, portant autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets dangereux par la société PRESTOSID, située dans l'enceinte portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer,

Vu la proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et des justifications techniques transmise par la société PRESTOSID le 16 novembre 2012,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence, Alpes, Côte d'Azur, en date du 24 janvier 2013

Vu l'avis formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 13 mars 2013,

.../...

Considérant les mesures mises en œuvre par l'exploitant dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation contribuant à la mise en sécurité du site,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

ARRETE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS PRESTOSID dont le siège social est situé – 54190 TIERCELET - est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'acte antérieur en date du 21 novembre 2012 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de la SEYNE-SUR-MER, dans l'enceinte du Port de Commerce de Brégaillon, dans un hangar situé au niveau du terminal « La Seyne/Brégaillon Nord et Sud », ses installations.

ARTICLE 2 - MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions figurant au CHAPITRE 1.5 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2012, relatives aux GARANTIES FINANCIERES, sont complétées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 1.5.1 – OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont constituées en application de l'article R 516-1-5° du code de l'environnement (cas des installations soumises à autorisation au titre de l'article L 512-2 du code de l'environnement, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux).

L'objet du montant des garanties financières est de permettre de faire face au coût des opérations suivantes (cf l'article R 516-2-IV-5° du code de l'environnement) :

- Mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R 512-39-1 et R 512-46-25
- Dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R 516-2-VI du code de l'environnement, mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixe les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ci-dessus.

ARTICLE 1.5.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant initial total des garanties à constituer pour la mise en sécurité de l'installation est de : 171.120,00 euros TTC.

Ce montant a été établi sur la base :

- de l'indice TP01 de septembre 2012 (702,3)
- d'un taux de TVA en vigueur de 19,6%

ARTICLE 1.5.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document est établi selon un modèle défini par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministère chargé des installations classées (cf les dispositions de l'article R 516-2-III du code de l'environnement).

Cet arrêté ministériel est, au jour de la rédaction du présent arrêté, l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance (cf l'article R 516-2-V du code de l'environnement).

A cette fin, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours, un nouveau document, établi conformément au modèle réglementaire en vigueur, attestant le renouvellement de celles-ci.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'actualisation des garanties financières est effectuée par l'exploitant conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Au jour de la rédaction du présent arrêté, la réglementation en vigueur est constituée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (cf notamment l'article 6 de cet A.M).

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières pourra être modifié conformément aux dispositions réglementaires applicables (cf. notamment les articles R 516-5 et R 516-5-2 du code de l'environnement).

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

L'absence de garanties financières donne lieu a diverses sanctions administratives ou judiciaires qui au jour de la rédaction du présent arrêté sont fixées notamment par les articles L 514-1 à L 514-18 et L 516-1 (dernier alinéa) du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

Le préfet appelle et met en oeuvre les garanties financières conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Au jour de la rédaction du présent arrêté, ces dispositions sont notamment fixées à l'article R 516-3 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.9. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

La levée de l'obligation de garanties financières est effectuée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Au jour de la rédaction du présent arrêté ces dispositions sont fixées notamment par l'article R 516-5-II du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.10. GESTION DES PRODUITS DANGEREUX ET DES DECHETS DANGEREUX OU NON DANGEREUX

Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières les dispositions suivantes sont à respecter.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la nature et la quantité de ceux-ci respectent les exigences suivantes :

- la quantité de produits dangereux présents sur le site doit être nulle
- la nature et la quantité des déchets dangereux présents sur le site est limitée à :
 - 100 t de blocs de ferrailles recouverts par de la peinture amiantée (cette quantité prend en compte aussi bien les blocs en attente de désamiantage que ceux en cours de désamiantage)
 - 20 t de déchets d'amiante de toute nature issus des opérations de désamiantage des blocs de ferrailles ; ces déchets étant regroupés dans des big bags en vue de leur élimination.
- la quantité de déchets non dangereux présents sur le site doit être limitée à 100 kg.

Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs au coût d'élimination des déchets dangereux engendrés par l'exploitation de ses installations (factures notamment).

ARTICLE 2 - DELAI D'APPLICATION

Les prescriptions édictées à l'article 2 ci-dessus sont applicables dès la notification du présent arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

ARTICLE 4 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et devra être tenu, dans l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Il sera en outre affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie de cette décision sera affichée, en mairie de La Seyne-sur-Mer, pendant un délai d'un mois. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var, le Maire de La Seyne-sur-Mer, l'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Territoriale du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie sera adressée au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé – Délégation Territoriale du Var, au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ainsi qu'au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Var.

Toulon, le 24 JUIN 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN

